

660784-2026 - Mise en concurrence

France – Services d'assistance technique informatique – Maintenance informatique des systèmes industriels du CEA/CESTA (MISI3)

OJ S 186/2026 25/09/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: CEA CESTA (33)

Adresse électronique: cesta.relations_fournisseurs@cea.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Enseignement

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Maintenance informatique des systèmes industriels du CEA/CESTA (MISI3)

Description: Le CEA/CESTA, dans le cadre de ses activités, souhaite confier des prestations de maintenance corrective, évolutive et perfective pour les logiciels de l'informatique technique industrielle et leurs systèmes de contrôle-commande. Ces prestations incluent l'intégration, la maîtrise, la consolidation, le maintien en condition opérationnelle et sécurisée, ainsi que le développement logiciel et matériel de ces systèmes de contrôle-commande. Le CEA prévoit donc la mise en place d'un accord-cadre pour la réalisation des prestations de maintenance informatique de systèmes industriels du CEA/CESTA y compris ceux du Terrain d'Expérimentations Extérieur (TEE) et de la base d'Ile Longue (ILO) appelé MISI 3. Cet accord s'exécutera dans le cadre d'une mono-attribution pour une durée de 7 ans maximum et sera rémunéré sur la base de forfaits, de bordereaux de prix unitaires, de taux horaires et de coefficients de peines et soins.

Identifiant de la procédure: 591bd22f-28d1-49a9-9d1e-28d6c3b0acee

Identifiant interne: 2026-D-00200-EB

Type de procédure: Restreinte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72611000 Services d'assistance technique informatique

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: LE BARP

Code postal: 33114

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

2.1.4. Informations générales

Cette procédure sera relancée

Informations complémentaires: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés

publics de défense ou de sécurité. S'agissant d'un appel d'offres restreint, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. En effet, seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre technique et financière. Le dossier d'appel d'offres sera alors communiqué via la plate-forme PLACE, sous réserve de la signature par les candidats du document "engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte". La candidature objet du présent avis de marché contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché (cf. critères de sélection §5.1.9). Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. Les candidatures doivent être remises par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) sous la référence 2026-D-00200-EB. Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique (peut prendre plusieurs jours). Le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue. Les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet, dans les délais impartis.

Base juridique:

Directive 2009/81/CE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:

Faillite:

Corruption:

Concordat:

Participation à une organisation criminelle:

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:

Fraude:

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:

Insolvabilité:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:

Biens administrés par un liquidateur:

Fausse déclarations, dissimulation d'informations, incapacité de présenter les documents requis ou obtention d'informations confidentielles sur cette procédure:

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:

État de cessation d'activités:

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Maintenance informatique des systèmes industriels du CEA/CESTA

Description: Cette prestation de maintenance informatique des systèmes industriels (MISI 3) porte sur les domaines d'activités suivants : 1) Centre de Services incluant les activités suivantes : - Gestion de tickets, - CMDB (base de données de gestion de configuration), -

Processus de type ITIL (Information Technology Infrastructure Library), - Assistance et support aux utilisateurs. 2) Management d'activité et de projet : - Gestion et pilotage des équipes, - Suivi de l'activité (indicateurs, finance...), - Gestion des réunions, - Gestion documentaire. 3) Prestation de maintenance corrective et évolutive des système industriels (logiciels, matériels et de contrôle commande): - Contrôle d'accès, - Vidéosurveillance, - Servitudes, - Supervision d'installations expérimentales (moyens d'essais et de mesure), - Travaux de câblage. 4) Gestion et supervision des infrastructures : - Virtuelle et physique, - Maintien en condition opérationnelle (MCO) d'infrastructure système et réseau, - Solutions de stockage et de sauvegarde. 5) MCOS (Maintien en Condition Opérationnelle de la Sécurité) et exploitation Système SOC (Security Opération Center). 6) Astreinte et HNO (Heures Non Ouvrées). Volumétrie indicative : - Nb de tickets annuel : 1 000 ce qui représente environ 10 000 gestes techniques, - Parc matériel : 2 000 équipements (Operational Technology (OT), Information Technology (IT) et réseaux), - Nombre de systèmes : Environ 80 systèmes industriels, - Référentiel documentaire : environ 300 documents techniques en gestion, - Répartition actuelle et globale de l'activité est d'environ 35 % pour l'automatisme, 45 % pour l'informatique et 20 % pour les logiciels spécifiques. Toutes ces prestations auront lieu pendant les horaires suivants : plage horaire établie de 7h à 20h suivant le planning d'activités CEA. Cependant, lors de pointes d'activités, il pourra être demandé de modifier ponctuellement le régime horaire. Les règles de traitement des différents régimes seront détaillées dans le projet de marché (communiqué lors de la phase "Offres"). Le marché est conclu pour une durée maximale de 7 ans et 3 mois répartie comme suit : - Phase 1 : phase de préparation et de prise en charge d'une durée de 3 mois, - Phase 2 : phase opérationnelle d'une durée de 7 années (84 mois) comprenant 4 années (48 mois) fermes et 3 années optionnelles (12 mois chacune), - Phase 3 : phase de réversibilité avec transfert de connaissance de 3 mois optionnels. Cette phase est incluse dans la dernière année ferme ou affermie de la phase opérationnelle.

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72611000 Services d'assistance technique informatique

Options:

Description des options: Les 4 premières années de l'accord sont fermes et les 3 dernières sont optionnelles.

5.1.2. Lieu d'exécution

Ville: LE BARP

Code postal: 33114

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 73 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 20 000 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 20 000 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

5.1.7. Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale: Autre

5.1.8. Critères d'accessibilité

Des critères d'accessibilité pour les personnes handicapées ne sont pas appliqués parce que le marché n'est pas destiné aux personnes physiques

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: CAPACITE ADMINISTRATIVE : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature : - le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent, - le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent, (Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> - le formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance, conformément à la réglementation applicable), - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente, - pour information, les attestations de régularité fiscales et sociales, Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R 21433 du Code de la commande publique, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>. Le recours à la sous-traitance totale des prestations objet de l'accord-cadre est interdit. Le titulaire doit conserver une part substantielle de l'exécution des prestations et ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations qui lui sont confiées. Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Il est interdit de cumuler les candidatures : en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire, en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : - Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme, - un extrait Kbis ou équivalent, - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant, - le chiffre d'affaires global et le CA concernant les services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, - les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi, - lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution de l'accord cadre, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Le candidat pourra

prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le CEA s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Critère: Mesures de gestion environnementale

Description du critère de sélection: CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE : La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : - Maitrise de l'informatique industrielle, - Maitrise de l'automatisme, - Maitrise des infrastructures systèmes et réseaux, - Maitrise des services et supports aux utilisateurs, - Maitrise de la cybersécurité industrielle, - Maitrise du génie logiciel industriel (mesure, pilotage, supervision), - Maitrise des activités en mode projet, - Maitrise gestion plan de charge, planning d'activité et gestion documentaire, - Maitrise de la gestion de configuration des systèmes (matérielle et logicielle), - Capacité à démontrer la réalisation effective de prestations équivalentes. L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : - L'organisation pressentie au sein du groupement et le montage industriel pour ce type de prestation (domaines techniques : informatique, automatisme / CFI-CFS (Courants Faibles - Courants Faibles de Sécurité), développement logiciels spécifiques), - La capacité à maitriser une éventuelle sous-traitance, - Les moyens humains identifiant à minima les profils types des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations et diplômes), - L'organisation qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité) compatible ou équivalente aux normes ISO 9001 et ISO 20000, - Les qualifications professionnelles de l'entreprise, - L'organisation Cybersécurité (procédures, assurance sécurité et MOOC ANSSI). - Les connaissances et les certifications sur des logiciels et matériels en adéquation avec le marché (SCADA /développement logiciels labview, panorama, PC Vue, C++, Python, OPC / réseaux de terrain et d'instrumentation physique et virtualisé / dépannage). Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : un dossier précis et détaillé des références de prestations récentes (moins de 3 ans) attestant de la compétence technique vis-à-vis du périmètre concerné, et de la capacité à prendre en charge un système et une organisation d'entreprise complexe (plusieurs dizaines d'utilisateurs de profils différents, des environnements techniques hétérogènes et complexes...). Une attention particulière sera portée sur les capacités organisationnelles et les montages industriels proposés dans des contextes similaires. Pour chaque référence le candidat fournira un dossier précis et détaillé concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront notamment être précisés la nature du projet, l'objet de la prestation, sa durée, son montant, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Protection des informations particulièrement sensibles

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de la procédure:

Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner: 18/12/2026

Une habilitation de sécurité est requise

Description: L'exécution du marché est TRES SECRET, au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »). Il implique la détention d'informations ou supports classifiés par le titulaire. En conséquence, le dossier de candidature doit contenir : soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation, soit un dossier complet de demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter par courriel le Cellule de Contrôle Gouvernementale du CEA/CESTA à l'adresse suivante : cesta.oshabilitation@cea.fr en lui précisant la référence du dossier suivante 2026-D-00200-EB). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché. Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour l'accord-cadre et donc à sa candidature. Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations et/ou supports classifiés avec la France.

Conditions de soumission:

Indication obligatoire de la sous-traitance: Pas d'indication sur la sous-traitance

Soumission par voie électronique: Autorisée

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 06/11/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions relatives à l'exécution du contrat seront précisées dans les documents de la consultation.

Facturation électronique: Autorisée

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:

En cas de groupement momentané d'entreprises (GME), le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit au même candidat de présenter plusieurs candidatures en qualité de candidat individuel et membre d'un ou plusieurs GME ; et en qualité de membre de plusieurs GME. La convention de groupement conclue entre les membres du GME sera à fournir au stade de l'offre. Toutefois, il est rappelé qu'il n'est pas autorisé de modifier la composition d'un groupement et/ou d'en constituer un nouveau après la date limite de remise des candidatures.

Arrangement financier: Modalités de financement : budget propre de l'établissement public.
Modalités de paiement : Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution.

Sous-traitance:

Le contractant doit indiquer tout changement de sous-traitant(s) au cours de l'exécution du marché.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Autres acheteurs: Contact : Elodie BOSSU 05.57.04.44.17 elodie.bossu@cea.fr

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Tribunal Administratif de Bordeaux

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Bordeaux

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: CEA CESTA (33)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: CEA CESTA (33)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Bordeaux

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: CEA CESTA (33)

Organisation qui traite les offres: CEA CESTA (33)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: CEA CESTA (33)

Numéro d'enregistrement: 77568501900322

Adresse postale: CS 60001 15 avenue des Sablières

Ville: Le Barp

Code postal: 33114

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

Adresse électronique: cesta.relations_fournisseurs@cea.fr

Téléphone: +33 557044000

Adresse internet: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Tribunal Administratif de Bordeaux

Numéro d'enregistrement: 17330005400025

Adresse postale: 9 RUE TASTET

Ville: BORDEAUX

Code postal: 33000

Subdivision pays (NUTS): Gironde (FRI12)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.tabordeaux@juradm.fr

Téléphone: +33 055699380

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 1e770838-328c-451b-baed-28cc77963d58 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 18

Date d'envoi de l'avis: 24/09/2026 14:34:39 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 660784-2026

Numéro de publication au JO S: 186/2026

Date de publication: 25/09/2026